

GROUPE DMS

Rapport financier semestriel 2009

SOMMAIRE

1	RAPPORT D'ACTIVITE	3
2	ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	5
3	DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2009	32
4	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2009	33

1 RAPPORT D'ACTIVITE

1.1 CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE

Modification du fait générateur de la reconnaissance du chiffre d'affaires comptable

DMS a pris la décision de modifier son mode de comptabilisation du chiffre d'affaires. Afin d'adopter une approche plus prudente reflétant le plus fidèlement possible la nature des relations commerciales de l'entreprise avec ses clients, le groupe comptabilise désormais le chiffre d'affaires lié à la vente de systèmes d'imagerie au moment de l'expédition vers le client final ou le distributeur. Jusqu'ici le fait générateur retenu était la mise à disposition à la sortie d'usine.

Les accords contractuels passés avec les clients prévoient en effet le transfert de propriété aux clients dès la sortie d'usine. Toutefois, ces accords ne sont pas toujours formalisés de façon explicite et l'analyse du transfert des risques et avantages a pu dans le passé conduire la société, après examen, à retarder la constatation du chiffre d'affaires comptable, parfois après publication du chiffre d'affaires. Devant la diversité des cas rencontrés et la difficulté à s'assurer, au cas par cas, que le transfert des risques et avantages était bien opéré à la sortie d'usine, il a été décidé, dans le respect du principe « substance over form » préconisé par les normes IFRS, de retarder la constatation du chiffres d'affaires à l'expédition.

Ce changement de méthode comptable conduit à reconnaître un chiffre d'affaires de 6,9 M€ sur le 1^{er} semestre 2009, contre 9,2 M€ annoncé le 21 juillet dernier. Sur l'ensemble de l'exercice 2008, le chiffre d'affaires ressort à 19,8 M€, contre 19,5 M€ selon l'ancienne méthode, et le résultat net à (3,7) M€, contre (3,9) M€.

1.2 RESULTATS CONSOLIDES

Le groupe DMS a enregistré au cours du premier semestre de l'exercice 2009, à méthode comptable comparable un chiffre d'affaires de 6917 K€ contre 8252 K€ au premier semestre 2008, soit une baisse de 1335 K€ par rapport au premier semestre 2008.

Le résultat opérationnel est une perte de 2501 K€ contre une perte de 2062 K€ au 30 juin 2008.

Les charges de personnel sont en légère baisse (-0.1 ME) par rapport au 30 juin de l'exercice précédent (2.5 M€). L'effectif s'établit à 111 salariés contre 127 au 30/06/08.

Les autres charges sont en baisse de 0.5 M€ passant de 2.5 M à 1.9 M€ au 30 juin 2009.

Le résultat financier passe d'une perte de 102 K€ au premier semestre 2008 à un bénéfice de 20 K€ au premier semestre 2009.

Au 30 juin 2009, les déficits reportables s'élevaient à 16 344 K€ générant un impôt différé actif non comptabilisé de 5447 K€. Compte tenu des déficits reportables, aucun impôt sur les sociétés n'a été comptabilisé.

Le résultat net consolidé, part du groupe, est une perte de 2403 K€ contre une perte de 2064 K€ au premier semestre 2008.

Aucune variation de périmètre n'est à constater entre les exercices 2008 et 2009.

1.3 EVENEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2009

Le 28 juillet 2009, l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires a révoqué M. Antoine Rabaste de ses fonctions d'administrateur de la société Diagnostic Medical System (DMS).

Au cours de cette assemblée, M. Gérard Daguisé, ancien Président Directeur Général de la société Trixell, a été élu administrateur de la société DMS.

A l'issue de l'assemblée générale, le nouveau Conseil d'Administration de la société a révoqué Mr. Antoine Rabaste de ses fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général, et a désigné M. Gérard Daguisé en qualité de Président du Conseil d'Administration. Lors de ce même conseil, les administrateurs ont nommé M. Jean-Paul Ansel, au poste Directeur Général de la société DMS. M Ansel est un ancien banquier d'investissement, spécialiste notamment de la stratégie d'entreprise et du renforcement de l'actionnariat.

M. Jean-Luc Dumas est maintenu au poste de Directeur Général Délégué. M. Jean-Noël Roy a été nommé administrateur à la place de M. Yves Caer. M. Roy est médecin privé, spécialiste en médecine sportive, biomécanique et médecine aéronautique, également attaché au CHRU de Montpellier. Le nouveau Conseil d'Administration de DMS est ainsi ouvert à des professionnels du secteur de la santé.

Le 13 octobre 2009, le Groupe DMS a annoncé une opération de réorganisation. Le plan de réorganisation de la société dont les hypothèses à la date de rédaction ne sont pas définitivement arrêtées peut avoir une incidence significative au niveau des actifs immobilisés.

1.4 PERSPECTIVES

Le groupe Diagnostic Medical Systems (DMS) a pris connaissance des conclusions de l'audit global du groupe mené par le cabinet Bellot Mullenbach & Associés, société indépendante d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, diligenté par la nouvelle direction.

Cet audit a confirmé la nécessité de mener un vaste plan de réorganisation de la société, aux plans commercial, opérationnel et juridique, dont les principales mesures seront détaillées dans les prochaines semaines. Ce plan de réorganisation, qui va être mis en œuvre dès le quatrième trimestre 2009, vise principalement à réduire les besoins de trésorerie du groupe et permettre la réalisation d'économies annuelles supérieures à 3 M€ dès 2010, abaissant ainsi sensiblement le point mort de l'entreprise.

Le plan est basé sur la réalisation d'un chiffre d'affaires 2009 proche de celui de 2008 et d'un chiffre d'affaires 2010 en légère hausse, compte tenu de la sortie de nouveaux produits dans le courant de l'année prochaine.

1.5 FACTEURS DE RISQUES

Les risques et incertitudes pesant sur l'activité pour les mois à venir demeurent, globalement, conformes à l'analyse présentée au chapitre 4 du Document de Référence 2008.

La société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats (ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs) et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés.

La société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

2 ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

2.1 ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE AU 30 JUIN 2009

ACTIF	<i>en K€</i>	<i>Notes</i>	30/06/2009	31/12/2008
<i>Actif non courant</i>			6 mois	12 mois
Goodwill		Note 4	1 473	1 473
Immobilisations incorporelles		Note 4	1 342	1 308
Immobilisations corporelles		Note 5	547	584
Impôt différé actif		Note 22	-	-
Actifs financiers non courants		Note 6	86	89
Participation des les entreprises associées				
Autres actifs non courants				
Total de l'actif non courant			3 448	3 454
<i>Actif courant</i>				
Stocks		Note 7	9 961	9 326
Créances clients		Note 8	5 387	8 180
Autres actifs courants		Note 9	1 304	1 393
Trésorerie et équivalence de trésorerie		Note 10	3 625	7 636
Total de l'actif courant			20 277	26 535
TOTAL DE L'ACTIF			23 725	29 989
PASSIF	<i>en K€</i>	<i>Notes</i>	30/06/2009	31/12/2008
<i>Capitaux propres</i>			6 mois	12 mois
Capital émis		Note 24	11 981	11 981
Prime d'émission			8 174	8 174
Autres réserves		-	2 418	1 699
Résultat de l'exercice		-	2 403	3 876
Intérêts minoritaires			107	126
Total des capitaux propres			15 441	18 104
<i>Passif non courant</i>				
Emprunts à long terme (part >1an)		Note 12	107	115
Impôts différés passifs		Note 22	-	-
Provisions à long terme		Note 11	9	14
Total du passif non courant			116	129
<i>Passif courant</i>				
Fournisseurs et autres créditeurs		Note 13	5 524	9 208
Dettes financières (part <1 an)		Note 12	2 417	1 690
Partie courante des emprunts long terme		Note 12		593
Impôts exigibles				
Provisions à court terme		Note 11	227	265
Total du passif courant			8 168	11 756
TOTAL DU PASSIF			23 725	29 989

2.2 ETAT DU RESULTAT GLOBAL AU 30 JUIN 2009

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	Notes	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
K€		6 mois	6 mois	
Activités maintenues				
Produit des activités ordinaires	Note 16	6 917	8 994	19 510
Autres produits	Note 18	374	388	1 155
Variation de stocks de produits finis en cours		795	541	767
Marchandises et matières consommées		-4 982	-6 652	-13 539
Frais de personnel	Note 19	-2 400	-2 544	-4 930
Dotations aux amortissements	Note 5	-53	-42	-102
Dotations aux provisions	Note 11	-885	5	-1 117
Dépréciation immobilisations incorporelles	Note 4	-365	-298	-612
Autres charges	Note 20	-1 902	-2454	-4 828
Résultat opérationnel		-2 501	-2 062	-3 696
Produits financiers		86	33	129
Charges financières		-66	-135	-361
Résultat financier	Note 21	20	-102	-232
Résultat avant impôt		-2 481	-2 164	-3 928
Résultat de l'exercice relatif aux activités maintenues		-2 481	-2 164	-3 928
Quote part dans résultat net des entités associées		0	0	0
Activités abandonnées ou cédées		0	0	0
Résultat de l'exercice des activités abandonnées				
Résultat de l'exercice des activités cédées				
Impôt sur le résultat	Note 22	64	69	47
Résultat net consolidé		-2 417	-2 095	-3 881
Part des minoritaires		-14	-31	-5
Résultat net consolidé-part du groupe		-2 403	-2 064	-3 876
Résultat par action revenant aux actionnaires (€/action)				
Résultat de base par action	Note 26	-0,10	-0,24	-0,16
Résultat dilué par action		-0,10	-0,240	0

ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES SIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	30/06/2009	30/06/2008
	6 mois	6 mois
Résultat net	- 2 417	- 2 095
Écarts de conversion	-	-
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-	-
Réévaluation des immobilisations	-	-
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts	-	-
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	- 2 417	- 2 095
Dont part du groupe	- 2 403	- 2 064
Dont part des intérêts minoritaires	- 14	- 31

2.3 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

en K€ - sauf nombre d'actions	Nombre d'actions	Capital social	Prime d'émission	Réserves consolidés	TOTAL PART GROUPE	Intérêts minoritaires	TOTAL CAPITAUX PROPRES
Solde au 1er janvier 2008	8 782 723	8 783	8 134	- 2 765	14 152	131	14 283
Changement de méthode							
Correction d'erreur							
Paiements fondés sur des actions							
Opérations sur titres auto détenus							
Variation de périmètre							
Autres			1			3	3
Résultat net				- 2 064	- 2 064	- 31	- 2 095
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					-		-
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					-		-
Dividendes					-		-
Augmentation de capital					-		-
Réduction de capital					-		-
Solde au 30 juin 2008	8 782 723	8 783	8 135	- 4 829	12 088	103	12 191
Solde au 1er juillet 2008	8 782 723	8 783	8 135	- 4 829	12 089	103	12 192
Changement de méthode					-		-
Correction d'erreur					-		-
Paiements fondés sur des actions					-		-
Opérations sur titres auto détenus				- 41	- 41		- 41
Variation de périmètre					-		-
Titres détenus en auto-contrôle					-		-
Autres				3	3		3
Résultat net				- 1 812	- 1 812	23	- 1 789
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					-		-
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					-		-
Dividendes					-		-
Augmentation de capital	15 808 901	7 702	39		7 741		7 741
Réduction de capital		- 4 504		4 503	- 1		- 1
Solde au 31 décembre 2008	24 591 624	11 981	8 174	- 2 176	17 979	126	18 105

Solde au 1er janvier 2009	24 591 624	11 981	8 174	- 2 176	17 979	126	18 105
Changement de méthode				- 242	- 242	5	- 247
Correction d'erreur					-		-
Paiements fondés sur des actions					-		-
Opérations sur titres auto détenus					-		-
Variation de périmètre					-		-
Autres					-		-
Résultat net				- 2 403	- 2 403	14	- 2 417
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					-		-
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					-		-
Dividendes					-		-
Augmentation de capital					-		-
Réduction de capital					-		-
Solde au 30 juin 2009	24 591 624	11 981	8 174	- 4 821	15 334	107	15 441

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

Conformément à IAS 7, le tableau de flux de trésorerie doit présenter les flux de trésorerie provenant d'activités opérationnelles, d'investissement et de financement.

En K€	30/06/2009	30/06/2008
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles		
Résultat net de l'ensemble consolidé	- 2 417	- 2 095
Elimination des éléments non monétaires :		
. Dotations aux amortissements et provisions a)	376	359
. Variation des impôts différés	-	
. Résultat de cession d'actifs non courants		
. Quote part de subventions d'investissement	-	
. Abandons de créances		
. Coût des avantages accordés (stocks options)		
Marge brute d'autofinancement	- 2 041	- 1 736
Variation du besoin en fonds de roulement opérationnel	- 1 681	- 747
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles (1)	- 3 722	- 2 483
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations et actifs financiers	- 414	- 425
Cession d'immobilisations et autres actifs non courants	-	
Réduction d'actifs financiers	-	1
Incidence variation de périmètre b)	-	
Variation des autres actifs non courants c)	-	
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement (2)	- 414	- 424
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		
Versements d'avances conditionnées	-	
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-	
Augmentations de capital en numéraire	-	
Augmentation cession de créance	332	
Nouveaux emprunts et financements d)	77	
Remboursements d'emprunts et financements	- 283	- 746
Remboursement d'avances conditionnées		- 88
Flux de trésorerie provenant des activités de financement (3)	126	- 834
Variation nette de trésorerie (1) + (2) + (3)	- 4 010	- 3 741
Trésorerie d'ouverture	7 632	4 529
Trésorerie de clôture	3 621	788
Variation trésorerie nette	- 4 011	- 3 741

Notes au tableau des flux de trésorerie :

- a) à l'exclusion des provisions sur actif circulant
- b) la variation de périmètre concerne intégralement la cession des titres de la société SCI Mediag
- c) concerne les impôts exigibles à plus d'un an
- d) le groupe ayant recours de façon permanent à la cession de créances professionnelles , celle-ci a été considérée comme une source de financement.

ANNEXE DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

NOTE 1 Eléments marquants de l'exercice

Changement de méthode

Modification du fait générateur de la reconnaissance du chiffre d'affaires comptable

DMS a pris la décision de modifier son mode de comptabilisation du chiffre d'affaires. Afin d'adopter une approche plus prudente reflétant le plus fidèlement possible la nature des relations commerciales de l'entreprise avec ses clients, le groupe comptabilise désormais le chiffre d'affaires lié à la vente de systèmes d'imagerie au moment de l'expédition vers le client final ou le distributeur. Jusqu'ici le fait générateur retenu était la mise à disposition à la sortie d'usine.

Les accords contractuels passés avec les clients prévoient en effet le transfert de propriété aux clients dès la sortie d'usine. Toutefois, ces accords ne sont pas toujours formalisés de façon explicite et l'analyse du transfert des risques et avantages a pu dans le passé conduire la société, après examen, à retarder la constatation du chiffre d'affaires comptable, parfois après publication du chiffre d'affaires. Devant la diversité des cas rencontrés et la difficulté à s'assurer, au cas par cas, que le transfert des risques et avantages était bien opéré à la sortie d'usine, il a été décidé, dans le respect du principe « substance over form » préconisé par les normes IFRS, de retarder la constatation du chiffre d'affaires à l'expédition.

Ce changement de méthode comptable conduit à reconnaître un chiffre d'affaires de 6,9 M€ sur le 1^{er} semestre 2009, contre 9,2 M€ annoncé le 21 juillet dernier. Sur l'ensemble de l'exercice 2008, le chiffre d'affaires ressort à 19,8 M€, contre 19,5 M€ selon l'ancienne méthode, et le résultat net à (3,7) M€, contre (3,9) M€.

Evènements postérieurs à la clôture

Le 28 juillet 2009, l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires a révoqué M. Antoine Rabaste de ses fonctions d'administrateur de la société Diagnostic Medical System (DMS).

Au cours de cette assemblée, M. Gérard Daguisé, ancien Président Directeur Général de la société Trixell, a été élu administrateur de la société DMS.

A l'issue de l'assemblée générale, le nouveau Conseil d'Administration de la société a révoqué Mr. Antoine Rabaste de ses fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général, et a désigné M. Gérard Daguisé en qualité de Président du Conseil d'Administration. Lors de ce même conseil, les administrateurs ont nommé M. Jean-Paul Ansel, au poste Directeur Général de la société DMS. M Ansel est un ancien banquier d'investissement, spécialiste notamment de la stratégie d'entreprise et du renforcement de l'actionariat.

M. Jean-Luc Dumas est maintenu au poste de Directeur Général Délégué. M. Jean-Noël Roy a été nommé administrateur à la place de M. Yves Caer. M. Roy est médecin privé, spécialiste en médecine sportive, biomécanique et médecine aéronautique, également attaché au CHRU de Montpellier. Le nouveau Conseil d'Administration de DMS est ainsi ouvert à des professionnels du secteur de la santé.

Le 13 octobre 2009, le Groupe DMS a annoncé une opération de réorganisation. Le plan de réorganisation de la société dont les hypothèses à la date de rédaction ne sont pas définitivement arrêtées peut avoir une incidence significative au niveau des actifs immobilisés.

NOTE 2 Principes comptables

Principes généraux et normes comptables

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en application des règles d'évaluation, de comptabilisation et de présentation des **normes comptables internationales IFRS** telles qu'adoptées au 30 juin 2009 dans l'Union Européenne.

Le premier semestre 2009 est toujours marqué par la crise économique et financière dont l'impact ne peut être apprécié de façon précise. Les comptes condensés du semestre ont été établis en prenant en compte cet environnement, notamment pour la valorisation des actifs. Les actifs incorporels ont été évalués sur la base d'hypothèses qui s'appuient sur les données existantes sur le marché à la date d'arrêté mais également sur des conséquences, limitées dans le temps de cette crise économique et financière.

Les comptes consolidés du 1^{er} semestre 2009 sont conformes à la norme IAS 34 - informations financières intermédiaires.

Evolution des règles et méthodes comptables au cours du premier semestre 2009

Changement de méthode comptable

Par rapport au 31 décembre 2008, un changement de méthode est intervenu concernant la reconnaissance du chiffre d'affaires.

Cf NOTE 1 Eléments marquants de l'exercice, Changement de méthode comptable.

Les comptes pro forma décrivent les exercices antérieurs comme si cette méthode avait toujours été appliquée et sont présentés en NOTE 17 de l'annexe des comptes consolidés.

La devise fonctionnelle et de présentation du Groupe est l'Euro. Les chiffres sont exprimés en milliers d'Euros sauf mention contraire.

L'impôt estimé est calculé à partir d'une estimation du taux d'impôt probable à la clôture annuelle (33,33%).

Normes, amendements et interprétations IFRS

Les nouvelles normes et amendements aux normes existantes, entrant en vigueur au 1er janvier 2009 et parues au Journal Officiel de l'Union Européenne à la date d'arrêté des comptes ont été appliquées. Il s'agit des normes et amendements suivant.

Les normes suivantes affectent uniquement le format et l'étendue des informations présentées dans les comptes :

- IAS 1 révisée « Présentation des états financiers » cette norme introduit une notion de résultat global total
- IFRS 8 « Segments opérationnels » : cette norme remplace la norme IAS 14, information sectorielle. Cette norme requiert une modification de la présentation et de la note relative à l'information sectorielle. Les secteurs déterminés en conformité avec la norme IFRS 8, sont similaires aux secteurs définis lors de l'application de la norme IAS 14.

L'adoption par l'Union Européenne des normes et interprétations suivantes est sans impact sur les états financiers du groupe :

- IAS 23 révisée « Coûts d'emprunts » et amendement IAS 23,
- Amendements d'IAS 32 et IAS 1 – instruments financiers remboursables et obligations naissant lors de la liquidation,
- IAS 40 amendée « Immeuble de placement en cours de construction ou d'aménagement » IFRS 2 « Amendements relatifs aux conditions d'acquisitions des droits et aux annulations », Amendement - IFRS 1 / IAS 27 : coût d'un investissement dans une filiale, une co-entreprise et une joint-venture,
- IFRIC 13 « Programme de fidélisation des clients »
- IFRIC 14 – IAS19 – le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leurs interactions

Le Groupe n'a pas appliqué de façon anticipée les dernières normes et interprétations publiées. Il s'agit des normes et interprétations suivantes :

- L'ensemble des normes amendées dans le cadre de l'amélioration des IFRS publié en avril 2009 par l'IASB et non encore adopté par l'Union Européenne
- IFRS 5 amendée « Actifs non courants détenus en vue de la vente des activités abandonnées »,
 - IAS 27 révisée suite au projet « Business Combination phase II », obligatoire à partir des exercices ouverts à compter du 1er juillet 2009
- IAS 38 amendée « immobilisations incorporelles » : coût de publicité et de promotion,
 - Amendement IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » (entrée en vigueur le 30 juin 2009) : reclassement des actifs financiers, éléments couverts éligibles, non adopté par l'Union Européenne
 - Amendement IFRIC 9 « Réexamen de dérivés incorporés » et IAS 39, non adopté par l'Union Européenne
 - IFRS 3 révisée « Regroupement d'entreprises », obligatoire à partir des exercices ouverts à compter du 1er juillet 2009
 - IFRIC 12 « Accords de concessions de services » (entrée en vigueur le 29 mars 2009), sans impact sur les comptes
 - IFRIC 15 « Accords de constructions immobilières », non adopté par l'Union Européenne
 - IFRIC 16 « Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger », obligatoire à partir de l'exercice ouvert à compter du 1er juillet 2009
 - IFRIC 17 « Distribution en nature aux actionnaires », obligatoire à partir de l'exercice ouvert à compter du 1er juillet 2009, non adopté par l'Union Européenne
 - IFRIC 18 « Transferts d'actifs de la part des clients », obligatoire à partir de l'exercice ouvert à compter du 1er juillet 2009, non adopté par l'Union Européenne

En cas d'application anticipée, ces normes n'auraient pas eu d'impact sur les comptes arrêtés au 30 juin 2009.

Continuité d'exploitation

Les comptes sont présentés sur une hypothèse de continuité d'exploitation.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers requiert l'utilisation d'estimations. Les estimations et hypothèses élaborées sur la base des informations disponibles à la date d'arrêt des comptes, portent en particulier sur les provisions pour dépréciation des stocks, pour créances clients, pour retraites, la durée du cycle de vie des produits, les risques fiscaux, les litiges, la valorisation des écarts d'acquisition, la valorisation des actifs incorporels et leur durée de vie estimée. Les montants définitifs pourraient différer de ces estimations.

Principes comptables et principes de consolidation

Méthodes de consolidation

L'ensemble des sociétés du groupe incluses dans le périmètre de consolidation étant actuellement contrôlées de manière exclusive directement ou indirectement par la société mère, ces filiales sont consolidées par intégration globales.

Retraitements IFRS

Les retraitements opérés en normes IFRS par rapport aux normes françaises appliquées aux comptes sociaux concernent principalement :

- La comptabilisation et la dépréciation du goodwill (IAS 36)
- L'évaluation à la juste valeur des plans de souscription d'actions (IFRS 2).

Information sectorielle

L'information sectorielle du Groupe, depuis l'application d'IFRS 8 au 1^{er} janvier 2009, est présentée selon les données de gestion fournies en interne à la Direction pour le pilotage des activités, la prise de décision et l'analyse de la performance des activités.

Les informations de gestion fournies à la Direction sont établies conformément aux normes IFRS utilisées par le Groupe pour ses états financiers consolidés.

Le groupe est organisé en deux activités : l'activité Ostéodensitométrie et l'activité Radiologie.

Le groupe DMS conçoit, produit et commercialise des appareils d'imagerie médicale qui interviennent sur deux marchés : celui de la Radiologie à travers sa filiale Apelem et celui du diagnostic de l'ostéoporose (Ostéodensitométrie).

Au niveau du groupe DMS, le découpage des activités du niveau primaire a été réalisé en fonction des deux activités principales du groupe. La ventilation est la suivante :

Niveau primaire d'information : Activité	Niveau secondaire d'information Secteur géographique
Dopplers et Ostéodensimétrie	Europe
Radiologie	Afrique
	Moyen-orient
	Amérique du Nord et du Sud
	Asie
	Océanie

Les indicateurs présentés sont les suivants :

- chiffre d'affaires hors groupe
- éliminations intra-groupe de chiffre d'affaires
- produits et charges d'intérêts
- dépréciation et amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles
- charge d'impôt sur les bénéfices
- chiffre d'affaires total du Groupe
- résultat opérationnel
- actifs immobilisés
- actifs totaux
- dette financières et d'exploitation
- provisions pour risques et charges

Elimination des transactions intragroupes

Tous les soldes et transactions intra-groupe, y compris les résultats internes provenant de transactions intragroupes, sont totalement éliminés.

Frais de Recherche et développement

Les coûts de recherche sont comptabilisés en charges. Les dépenses de développement sont comptabilisées en immobilisations incorporelles lorsqu'elles portent sur des projets identifiables et que ces projets présentent une faisabilité technique et des perspectives commerciales.

Les frais de développement immobilisés sont à la fois des frais engagés en interne, coûts de personnel, et des frais externes (sous-traitance à des laboratoires....). Les frais de recherche et développement sont amortis sur leur durée d'utilité qui est dans la plupart des cas estimée à 3 ans. En cas d'indice de perte de valeur du projet identifié les frais de Recherche et développement peuvent faire l'objet d'une dépréciation complémentaire. Les frais de recherche et développement peuvent être sortis lorsque plus aucun avantage économique futur n'est attendu.

Goodwill

A la date d'acquisition le goodwill est évalué à son coût qui représente l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs.

Après la date d'acquisition le goodwill est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur éventuelles. La dépréciation éventuelle d'un goodwill est déterminée par rapport à la valeur recouvrable de l'Unité Génératrice de Trésorerie à laquelle le goodwill a été affecté.

Regroupement d'entreprises et reconnaissance des écarts d'acquisition :

La norme IFRS 3, Regroupements d'entreprises, prévoit en principe un retraitement rétrospectif de toutes les acquisitions de sociétés (business combinations) antérieures à la date de transition. Pour des raisons pratiques, le Groupe DMS a utilisé l'option offerte par la norme IFRS 1, Première adoption des normes IFRS, de ne pas appliquer le retraitement rétrospectif aux acquisitions antérieures à la date de transition. Cela concerne l'écart d'acquisition de la filiale APELEM.

Ainsi, pour cette société acquise, le montant de l'écart de première consolidation selon les normes IFRS le jour de l'acquisition de la société par DMS est le même que celui qui avait été calculé dans les principes comptables français.

Les écarts d'acquisition sont comptabilisés à leur coût initial diminué, le cas échéant, du cumul des pertes de valeurs, conformément à IFRS 3 et IAS 36.

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation réalisés annuellement ou dès lors que des événements indiquent une perte de valeur potentielle.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition diminué du cumul d'amortissements et du cumul des pertes de valeur. Les immobilisations corporelles n'ont pas fait l'objet de réévaluation en juste valeur.

L'amortissement est calculé selon les méthodes linéaire ou dégressif sur la durée d'utilité de l'actif soit :

- | | |
|--|-------------|
| • Constructions | 10 à 33 ans |
| • Matériel et outillage industriel | 3 ans |
| • Agencements, aménagements, installations | 7 à 10 ans |
| • Matériel de transport | 1 à 4 ans |
| • Matériel de bureau et informatique | 4 à 10 ans |
| • Mobilier | 10 ans |

Lorsque la prise en location d'un bien significatif implique, en substance, un transfert de l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété du bien loué, alors il est comptabilisé en immobilisation, avec en contrepartie une dette financière.

En ce qui concerne l'immeuble d'APELEM, construit avec un bail à construction, la durée d'utilité des composants amortissables sur une durée supérieure à la durée du bail a été réduite à la durée du bail, soit 30 ans. Le bail à construction a été analysé, conformément à la norme IAS 17.4, en une location simple pour la partie afférente au terrain, le transfert de propriété n'étant pas prévu au contrat.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

Le coût des stocks de marchandises et des approvisionnements comprend, en sus du prix d'achat, des frais accessoires. La valeur nette de réalisation est estimée par rapport au prix de vente estimé diminué éventuellement des coûts estimés restant à réaliser pour l'achèvement des matériels.

Le coût des stocks de produits finis comprend les coûts directs d'acquisition et les autres coûts directs tels que la main d'œuvre directe, les frais de transport et de douanes ainsi qu'une quote-part de frais généraux imputables à ces actifs. Les coûts d'emprunts attribuables à l'activité de production ne sont pas immobilisés car peu significatifs compte tenu de la faible durée du processus de production.

Créances clients

Les créances clients sont valorisées suivant leurs valeurs nominales diminuées le cas échéant des provisions pour dépréciation et des montants non recouvrables.

Avantages du personnel

Départ en retraite :

Il n'existe pas d'avantages postérieurs à l'emploi au niveau du groupe. Seules les indemnités de départ en retraite font l'objet d'une évaluation. Le groupe a souscrit un contrat d'assurance financier. Selon IAS 19, ce contrat est assimilable à un régime à prestation définies et les fonds investis constituent des actifs du régime. Parallèlement, la provision pour engagement de retraite a été simulée, selon la méthode actuarielle dite des unités de crédits projetés. Les calculs intègrent les hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection de salaires futurs. L'hypothèse de provisionnement correspond au départ à la retraite à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans.

Stocks options :

Les instruments financiers que DMS attribue entrent dans le champ de la norme comptable IFRS 2. L'application de cette norme n'est pas rétrospective et ne concerne donc pas les plans émis avant le 1er janvier 2004.

Pour ces transactions, la juste valeur des services reçus en contrepartie de l'attribution de ces options est évaluée de manière définitive par référence à la juste valeur des options à la date d'attribution.

Chiffre d'affaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au groupe et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable. De même ces produits sont comptabilisés lorsque le contrôle effectif des biens incombe au propriétaire.

Cf NOTE 1 Eléments marquants de l'exercice, Changement de méthode comptable.

Impôts sur les sociétés et impôts différés

Les impôts différés, dont le solde est un impôt différé actif, ne sont pas comptabilisés au niveau du Groupe en raison de la non-régularité de la situation bénéficiaire du groupe.

NOTE 3 Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe DMS au 30 juin 2009 intègrent les comptes des sociétés suivantes. Toutes les sociétés consolidées le sont par **intégration globale**.

Société	Forme juridique	Ville	N° SIREN	Qualité	Taux de détention par la société-mère	
					Direct	Indirect
DMS	S.A.	Montpellier (Pérois)	389 873 142	Société-mère	N/A	N/A
APELEM	S.A.S	Nîmes	319 996 146	Filiale	98,43%	-
MEDILINK	S.A.R.L.	Montpellier (Pérois)	389 288 044	Filiale	99,80%	-
MERIX	S.A.R.L.	Montpellier (Pérois)	348 233 800	Filiale	99,94%	-
LTR	S.A.R.L.	Montpellier (Pérois)	344 312 798	Filiale	99,80%	-
APELEM Espagne	S.A.	Barcelona		Filiale	0%	50,20% (1)-

(1) APELEM Espagne est détenue à 51% par APELEM SAS (France), le groupe détient donc un pourcentage d'intérêt de 50.20% dans APELEM Espagne.

Conformément aux normes IAS 27 (Etats financiers consolidés et individuels) et IAS 31 (Participations dans des co-entreprises), les filiales présentées ci-avant sont considérées sous contrôle de la société mère et consolidées à ce titre.

Principales acquisitions et cessions de l'exercice

Néant

Entreprises exclues du périmètre de consolidation

La seule entreprise exclue du périmètre est la société Russe « SPECTRAP » détenue à 33% par APELEM. La dimension de cette société et le pourcentage de détention ont un impact négligeable pour le Groupe alors même qu'il existe des difficultés à obtenir des informations financières fiables dans un délai raisonnable eu égard aux délais de publication du Groupe.

NOTE 4 Immobilisations incorporelles et goodwill

Les immobilisations incorporelles brutes et leurs amortissements se décomposent comme suit :

<i>Valeurs brutes</i> (K€)	30/06/2009			31/12/2008		
	Coûts	Dépréciation	Net	Coûts	Dépréciation	Net
Concessions, brevets, licences	402	389	13	401	386	15
Frais de R&D	7 928	6 600	1 328	7 531	6 238	1 293
Goodwill	3 773	2 300	1 473	3 773	2 300	1 473
Autres actifs incorporels	0	0	0	0	0	0
TOTAL	12 103	9 289	2 814	11 705	8 924	2 781

La variation des immobilisations incorporelles brutes est la suivante :

<i>Valeurs brutes</i> (K€)	Solde d'ouverture	Acquisition	Diminution	Virement de poste	Clôture
Concessions, brevets, licences	401	1			402
Frais de R&D	7 531	397			7 928
Goodwill	3 773				3 773
Autres actifs incorporels	0				0
TOTAL	11 705	398	0	0	12 103

La variation des amortissements et dépréciations est la suivante :

<i>Amortissements & Dépréciation</i> (K€)	Solde d'ouverture	Dotations	Perte de valeur	Reprise	Clôture
Concessions, brevets, licences	386	3			389
Frais de R&D	6 238	362			6 600
Goodwill	2 300				2 300
Autres actifs incorporels	0				0
TOTAL	8 924	365	0	0	9 289

Les frais de R&D se ventilent comme suit par activité :

<i>Frais de R&D</i> (K€)	Ostéo/ Dopplers	Radiologie	Total
Brut Ouverture	4 861	2 670	7 531
Acquisition	109	289	398
<i>Brut clôture</i>	<i>4 970</i>	<i>2 959</i>	<i>7 929</i>
Amortissements ouverture	4 210	2028	6 238
Dotation exercice	208	154	362
TOTAL FRAIS DE R&D	552	777	1 329

Le goodwill est constitué exclusivement de l'écart d'acquisition de la filiale APELEM. Ce goodwill a fait l'objet d'une dépréciation pour perte de valeur au titre de l'exercice 2005 d'un montant de 2.300 K€ ramenant sa valeur nette à 1.473 K€.

NOTE 5 Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles brutes et leurs amortissements se décomposent comme suit :

<i>Valeurs brutes</i> (K€)	30/06/2009			31/12/2008		
	Coûts	Dépréciation	Net	Coûts	Dépréciation	Net
Terrains	0	0	0	0	0	0
Constructions (1)	1 013	670	343	1 013	653	360
Matériel et outillage	420	337	83	414	318	96
Agencements et autres	665	544	121	696	569	127
TOTAL ACTIFS CORPORELS	2 098	1 551	547	2 123	1 540	583

La variation des immobilisations corporelles brutes est la suivante :

<i>Valeurs brutes</i> (K€)	Solde d'ouverture	Acquisition	Diminution	Virement de poste	Clôture
Terrains	0				0
Constructions (1)	1 013				1 013
Matériel et outillage	414	6			420
Agencements et autres	696	10	-41		665
TOTAL	2 123	16	-41	0	2 098

La variation des amortissements et dépréciation est la suivantes :

<i>Amortissements & Dépréciation</i> (K€)	Solde d'ouverture	Dotations	Perte de valeur	Sortie	Clôture
Terrains	0				0
Constructions (1)	653	17			670
Matériel et outillage	318	19			337
Agencements et autres	569	16		-41	544
TOTAL	1 540	52	0	-41	1 551

(1) Bail à construction d'une durée de 30 ans (fin 30 avril 2020) : à l'expiration du bail par arrivée du terme ou par résiliation amiable ou judiciaire, toutes les constructions édifiées par le preneur comme toutes améliorations, deviendront de plein droit la propriété du bailleur.

NOTE 6 Actifs financiers non courants

Actifs financiers :

<i>Actifs financiers (K€)</i>	30/06/2009	31/12/2008
Titres de participation	31	31
Autres (dont dépôts et cautionnement)	55	58
TOTAL	86	89

Les titres de participation (31KE) sont non consolidés et concernent la société SPECTRAP, détenue à 33 %, en Russie. La non consolidation provient des difficultés de la société à diffuser au groupe des informations fiables

dans un délai raisonnable. La valorisation de cette participation (31KE) n'a pas été réajustée car elle est non significative pour le groupe.

Participations dans les entreprises associées :

Néant, aucune participation n'est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

NOTE 7 Stocks

Les méthodes d'évaluation des stocks sont décrites dans la note de l'annexe relative aux principes comptables et se décomposent comme suit :

Valeurs brutes (K€)	30/06/2009			31/12/2008			variation N/N-1 net
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	
Matières premières, approvisionnement	5 755	790	4 965	6 299	516	5 783	-818
En cours de production	1 759	296	1 463	1 994	24	1 970	-507
Produits finis	4 091	1 036	3 055	1 831	683	1 148	1 907
Marchandises	639	159	480	585	160	425	55
TOTAL	12 244	2 281	9 963	10 709	1 383	9 326	637

NOTE 8 Créances clients

Le poste client se décompose comme suit :

K€	30/06/2009	31/12/2008	variation
Créances clients	5 200	6 389	-1 189
Clients douteux	1 588	1 633	- 45
Factures à établir	26	1 556	-1 530
Provisions pour dépréciation	-1427	-1398	-29
TOTAL	5 387	8 180	-2 793

NOTE 9 Autres actifs courants

Ils se décomposent comme suit :

K€	30/06/2009	31/12/2008	Variation
Fournisseurs débiteurs et acomptes	38	50	-12
Personnel	6	9	-3
Impôt sur les bénéfices	381	318	63
Impôts et taxes	412	845	-433
Autres créances	97	93	4
Charges constatées d'avance	371	78	293
TOTAL	1 305	1 393	-88

NOTE 10 Trésorerie

K€	30/06/2009	31/12/2008	Variation
Valeurs mobilières de placement	2 832	6 586	-3 754
Disponibilités	793	1 050	-257
TOTAL	3 625	7 636	-4 011

NOTE 11 Variation des provisions

Bilan

K€	31/12/2008	Augment°	Diminution	30/06/2009
Provision pour litiges	265	3	-40	228
Provision IFA	0			0
Autres	0			0
Sous total provisions court terme	265	3	-40	228
Indemnités de retraite (long terme)	14		-5	9
Sous total provisions long terme	14	0	-5	9
TOTAL	279	3	-45	237

Dotations aux provisions (compte de résultat)

K€	30/06/2009
Augmentation des provisions	3
Diminution des provisions	-45
Variation des dépréciations de stocks	898
Variation des dépréciations de créances clients	29
TOTAL	885

NOTE 12 Passifs financiers

Avances conditionnées :

Les avances conditionnées d'un montant global de 274 K€, sont constituées d'avances sans intérêts consenties par l'ANVAR pour aider à la recherche et à la mise au point de nouveaux produits et d'avances de la COFACE dans le cadre d'une assurance prospection commerciale (77 KE).

Dettes financières à long terme (>1 an) (K€)	30/06/2009	31/12/2008	variation
Avances conditionnées (part >1 an)	77	75	2
Emprunts (part >1 an)	30	40	-10
TOTAL	107	115	-8
Dettes financières à moins d'un an (K€)	30/06/2009	31/12/2008	variation
Avances conditionnées	197	122	75
Emprunt (part <1 an)	198	471	-273
Sous total	395	593	-198
Banques créditrices	4	4	0
Mobilisations de créances	2018	1686	332
Sous total	2022	1690	332
TOTAL	2 417	2 283	134
Total des dettes financières (K€)	30/06/2009	31/12/2008	variation
Avances conditionnées	274	197	77
Emprunts bancaires	228	511	-283
Banques créditrices	4	4	0
Mobilisations de créances	2 018	1686	332
TOTAL	2 524	2 398	126

NOTE 13 Autres dettes

Le poste est ventilé ainsi :

K€	30/06/2009	31/12/2008	variation
Avances reçues	81	212	-131
Fournisseurs	3 987	7 151	-3 164
Personnel	371	312	59
Organismes sociaux	428	457	-29
Etats, TVA	296	332	-36
Autres dettes fiscales et sociales	224	280	-56
Autres dettes	125	77	48
Produits constatés d'avance	12	387	-375
TOTAL	5 524	9 208	-3 684

NOTE 14 Engagements de retraite

Les engagements de retraite provisionnés au bilan sont relatifs à la part de l'engagement non couverte par le contrat d'assurance souscrit (cf. Note sur les principes comptables).

Provision au 31/12/2008	14 K€
<u>Provision au 30/06/2009</u>	<u>9 K€</u>
Variation	(5) K€

DMS utilise désormais comme taux d'actualisation le taux IBOXX, la société plafonnant par ailleurs le taux d'actualisation à 5%. Auparavant, DMS appliquait comme taux d'actualisation une moyenne pondérée du taux de rendement et du taux d'inflation. Il s'agit d'un changement d'estimation, dont les écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat, conformément à l'option offerte par IAS 19

NOTE 15 Autres engagements hors bilan

Le poste est ventilé ainsi :

K€	30/06/2009	31/12/2008	variation
Privilège Trésor	560	560	0
Cautions et garanties	6 280	6 280	0
Nantissements	7 053	7 053	0
Retour à meilleure fortune	710	710	0
Divers			
TOTAL	14 603	14 603	0

Les « cautions et garanties » (6 280 K€) correspondent à des cautions données par DMS aux établissements bancaires en appui des lignes de découvert et de mobilisations données par les banques.

Les « nantissements » (7053 KE) correspondent au nantissement du fonds de commerce de DMS et des actions APELEM au profit des banques en garantie de l'emprunt à moyen terme octroyé par celles-ci en 2002.

Litiges :

Plusieurs contentieux fiscaux concernant deux sociétés du groupe, déjà présentés dans l'annexe de l'exercice précédent, font toujours l'objet d'un recours en appel. La position de DMS demeure inchangée et le groupe estime toujours extrêmement probable d'obtenir gain de cause. Ces litiges portent sur l'impôt sur les sociétés, à hauteur de 598 K€ en principal et 140 K€ en intérêts. Seuls 200 K€ ont été comptabilisés en charge lors de l'exercice précédent :

- 100 K€ ont été décaissés en 2008

- 100 K€ que le groupe s'est engagé à décaisser avant la fin 2009

Au terme des voies de recours, soit le groupe sera condamné et devra verser la somme de 598 K€ en principal éventuellement augmentée des intérêts de retard, soit le groupe obtiendra gain de cause et recevra le remboursement des 200 K€ déjà versés.

D'autre part, le groupe a assigné en justice en 2008 un fournisseur afin d'obtenir des dommages et intérêts en réparation d'un préjudice pour défaut de livraison intervenu en 2006. Le préjudice est estimé par la société à 1.038 K€. Aucune écriture n'a été constatée concernant cette réclamation. Aucun jugement n'est intervenu au cours du 1^{er} semestre 2009.

NOTE 16 Produits des activités ordinaires

Le poste est ventilé ainsi :

Produits des activités ordinaires (K€)	30/06/2009	30/06/2008	variation semestre N/N-1	31/12/2008
Vente de marchandises	1 418	3 682	-2 264	7 368
Biens et services vendus	5 499	5 312	187	12 142
TOTAL	6 917	8 994	-2 077	19 510

NOTE 17 Comptes pro forma liés au changement de méthode

ACTIF <i>en K€</i>	30/06/2009	31/12/2008	31/12/2008
<i>Actif non courant</i>	6 mois	certifié	Proforma
Goodwill	1 473	1 473	1 473
Immobilisations incorporelles	1 342	1 308	1 308
Immobilisations corporelles	547	584	584
Impôt différé actif	0	0	0
Actifs financiers non courants	86	89	89
Participation des les entreprises associées			0
Autres actifs non courants			0
Total de l'actif non courant	3 448	3 454	3 454
<i>Actif courant</i>			0
Stocks	9 961	9 326	10 593
Créances clients	5 387	8 180	6 669
Autres actifs courants	1 304	1 393	1 393
Trésorerie et équivalence de trésorerie	3 625	7 636	7 636
Total de l'actif courant	20 277	26 535	26 291
			0
TOTAL DE L'ACTIF	23 725	29 989	29 745

PASSIF <i>en K€</i>	30/06/2009	31/12/2008	31/12/2008
	6 mois	certifié	pro forma
<i>Capitaux propres</i>			
Capital émis	11 981	11 981	11 981
Prime d'émission	8 174	8 174	8 174
Autres réserves	-2 418	1 699	1 249
Résultat de l'exercice	-2 403	-3 876	-3 670
Intérêts minoritaires	107	126	126
Total des capitaux propres	15 441	18 104	17 860
			0
<i>Passif non courant</i>			0
Emprunts à long terme (part >1an)	107	115	115
Impôts différés passifs		0	0
Provisions à long terme	9	14	14
Total du passif non courant	116	129	129
			0
<i>Passif courant</i>			0
Fournisseurs et autres créditeurs	5 524	9 208	9 208
Dettes financières (part <1 an)	2 417	1 690	1 690
Partie courante des emprunts long terme		593	593
Impôts exigibles			0
Provisions à court terme	227	265	265
Total du passif courant	8 168	11 756	11 756
			0
TOTAL DU PASSIF	23 725	29 989	29 745

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	30/06/2008	30/06/2008	31/12/2008	31/12/2008
K€	6 mois, publié	proforma	12 mois, publié	proforma
Activités maintenues				
Produit des activités ordinaires	8 994	8 252	19 510	19 842
Autres produits	388	388	1 155	1 155
Variation de stocks de produits finis en cours	541	1 278	767	915
Marchandises et matières consommées	-6 652	-6 652	-13 539	-13 539
Frais de personnel	-2 544	-2 544	-4 930	-4 930
Dotations aux amortissements	-42	-42	-102	-102
Dotations aux provisions	5	5	-1 117	-1 117
Dépréciation immobilisations incorporelles	-298	-298	-612	-612
Autres charges	-2454	-2539	-4828	-5102
Résultat opérationnel	-2 062	-2 152	-3 696	-3 490
Produits financiers	33	33	129	129
Charges financières	-135	-135	-361	-361
Résultat financier	-102	-102	-232	-232
Résultat avant impôt	-2 164	-2 254	-3 928	-3 722
Résultat de l'exercice relatif aux activités maintenues	-2 164	-2 254	-3 928	-3 722
Quote part dans résultat net des entités associées	0	0	0	0
Activités abandonnées ou cédées	0	0	0	0
Résultat de l'exercice des activités abandonnées		0		0
Résultat de l'exercice des activités cédées		0		0
Impôt sur le résultat	69	69	47	47
Résultat net consolidé	-2 095	-2 185	-3 881	-3 675
Part des minoritaires	-31	NC	-5	NC
Résultat net consolidé-part du groupe	-2 064	NC	-3 876	-3 670
		0		0
Résultat par action revenant aux actionnaires (€/action)		0		0
Résultat de base par action	-0,24	NC	-0,16	NC
Résultat dilué par action	-0,24	NC	-0,16	NC

NOTE 18 Autres produits

Le poste est ventilé ainsi :

Autres produits (K€)	30/06/2009	30/06/2008	variation semestre N/N-1	31/12/2008
Subvention d'exploitation	8	8	0	18
Production immobilisée	229	340	-111	661
Renégociation de la dette financière d'avances remboursables			0	305
Abandon de la dette sur redevances			0	91
Autres	137	40	97	80
TOTAL	374	388	-14	1 155

NOTE 19 Frais de personnel

Le poste est ventilé ainsi :

Frais de personnel (K€)	30/06/2009	30/06/2008	variation semestre N/N-1	31/12/2008
Salaires	1 690	1 795	-105	3 489
Charges sociales	710	749	-39	1 441
Stock options				
TOTAL	2 400	2 544	-144	4 930

L'effectif s'établit à 111 contre 127 au 30/06/2008.

NOTE 20 Autres charges opérationnelles

Le poste est ventilé ainsi :

K€	30/06/2009	30/06/2008	variation semestre N/N-1	31/12/2008
Autres achats	1 680	2 138	-458	4 188
Autres charges	80	134	-54	258
Impôts et taxes	142	182	-40	382
Autres				
TOTAL	1 902	2 454	-552	4 828

NOTE 21 Résultat financier

Le poste est ventilé ainsi :

K€	30/06/2009	30/06/2008	variation semestre N/N-1	31/12/2008
Produits des placements	54	25	29	103
Gains de change	20	4	16	5
Autre	12	3	9	21
Produits financiers	86	32	54	129
Intérêts des emprunts et financements court terme	36	117	-81	234
Pertes de change	20	4	16	110
Dépréciations				
Autres	9	14	-5	17
Charges financières	65	135	-70	361
RESULTAT FINANCIER	21	-103	124	-232

NOTE 22 Impôts différés

Impôts différés :

Un périmètre d'intégration fiscale est constitué par les sociétés DMS, APELEM et MEDILINK.

Du fait des pertes enregistrées sur les derniers exercices les impôts différés relatifs aux reports déficitaires ne sont pas comptabilisés car leur recouvrabilité n'est pas considérée à la date de clôture comme suffisamment probable.

Au 30 juin 2009 le groupe DMS détient 5 447 K€ d'impôts différés actifs liés à des déficits reportables non inscrits au bilan du groupe :

Déficits reportables - K€	IS	
	Base	33,33%
Périmètre d'intégration fiscale (DMS, APELEM, MEDILINK)	15 648	5 215
LTR	149	50
MERIX	547	182
TOTAL	16 344	5 447

NOTE 23 Information sectorielle

Au niveau du groupe, DMS a rattaché le service après vente aux secteurs d'activité, comme l'autorise IFRS 8 lorsque les secteurs ont des caractéristiques économiques similaires. Le découpage des activités du niveau primaire a été réalisé en fonction des deux activités principales du groupe. La ventilation est la suivante :

Niveau primaire d'information :

Activité

Niveau secondaire d'information

Secteur géographique

Ostéodensitométrie

Radiologie

Europe

Afrique

Moyen-orient

Amérique du Nord et du Sud

Asie

Océanie

Les comptes intermédiaires présentent les résultats sectoriels au niveau primaire.

Information sectorielle primaire : Résultats sectoriels

<u>06/2009</u>	Osteodensitométrie	Radiologie	TOTAL
Chiffre d'affaires	3 126	5 213	8 339
Elimination du CA inter secteur	- 1 196	- 226	- 1 423
CA consolidé	1 930	4 987	6 917
Résultat opérationnel	- 1 824	- 692	- 2 516
Retraitements de consolidation	1	14	15
Elimination des résultats inter secteur	- 561	561	- 0
Résultat opérationnel consolidé	- 2 385	- 117	- 2 501
Résultat financier consolidé	29	- 9	20
Charge d'impôt consolidée	63	1	64
Résultat net consolidé	- 2 292	- 125	- 2 417

<u>06/2008 pro forma</u>	Osteo / Doppler	Radiologie	TOTAL
	Chiffre d'affaires	4 226	6 794
Elimination du CA inter secteur	- 1 728	- 297	- 2 025
CA consolidé	2 498	6 497	8 995
Résultat opérationnel	- 844	- 1 150	- 1 994
Retraitements de consolidation	- 19	- 54	- 73
Elimination des résultats inter secteur	- 582	582	-
Résultat opérationnel consolidé	- 1 445	- 622	- 2 067
Résultat financier consolidé	- 35	- 63	- 98
Charge d'impôt consolidé	- 69	-	- 69
Résultat net consolidé	- 1 412	- 685	- 2 096

Aucun client ne représente plus de 10% du chiffre d'affaires du Groupe.

NOTE 24 Gestion des capitaux propres et Capital social

Gestion des capitaux propres

Dans le cadre de la gestion de ses capitaux propres, le Groupe DMS a pour objectif de préserver sa continuité d'exploitation et d'assurer un retour sur investissement à ses actionnaires. Le groupe DMS gère la structure de ses capitaux propres et procède à des ajustements au regard de l'évolution des conditions économiques et des nécessités d'investissements du groupe.

Evolution du capital

Au cours du semestre, aucune évolution du capital n'est à noter.

Au 30 juin 2009, le capital social s'élève à 11 981 297,57€ et se compose de 24 591 624 actions au nominal de 0.4872€

Récapitulatif des BSAR B :

	BSAR B
Date d'échéance des bons	31/12/2010
Prix d'exercice des bons pour acquérir 1 action DMS	9,00 €
Nombre de bons nécessaires à l'achat d'une action	3,74
Nombre de bons attribués à l'origine	4 591 490
Nombre de bons exercés au 31/12/07	444
Nombre de bons radiés au 31/12/07	
Nombre de bons restants à exercer au 1/1/2008	4 591 046
Nombre de bons exercés en 2008	-
Nombre de bons restants à exercer au 31/12/08	4 591 046
Nombre de bons exercés au 1 ^{er} semestre 2009	
Nombre de bons restants à exercer au 30/06/09	4 591 046

NOTE 25 Plans d'options de souscription d'actions

Options levées au premier semestre 2009 :

Néant

Options attribuées au cours du semestre :

Néant

Plans d'options de souscription d'actions en cours :

Date du plan	Plan du 21/09/05	Plan du 20/05/05	TOTAL
Nombres d'options totales attribuées à l'origine	10 000	8 000	18 000
Nombre d'options exercées au 1/1/2009	7 500	-	7 500
Nombre d'options exercées en 2009			-
Nombre d'options radiées	-	-	0
Nombre d'options restant à exercer (après actualisation approuvée par le C.A. du 28/12/07)	3 956	12 645	16 601
Prix d'exercice (en euros)	2,18 €	2,79 €	
Date d'échéance du plan	22/09/2013	21/05/2013	

NOTE 26 Résultat par action

Le résultat par action s'établit comme suit :

Résultat total conso	-2 416 742			
part des minoritaires	-14 366			
Résultat consolidé part du groupe	-2 402 376			€
Nombre d'actions au 30/06/2009	24 591 624			
Valeur nominale	0,49			€
Résultat par action	-0,10			€
Nombre de stock options restant à exercer	16 601			
Nombre d'actions susceptibles d'être créées sur exercice des BSAR B	1 227 552			
<u>Total actions potentielles dilutives</u>	<u>1 244 153</u>			
<u>Total actions créées + dilutives</u>	<u>25 835 777</u>			
<u>Résultat par action dilué</u>	<u>-0,10</u>			€

<u>Résultat par action revenant aux actionnaires (€/action)</u>	<u>30/06/2009</u>	<u>30/06/2008</u>	<u>31/12/2008</u>
	<u>6 mois</u>	<u>6 mois</u>	<u>12 mois</u>
Résultat de base par action	-0,10	-0,24	-0,16
Résultat dilué par action	-0,10	-0,24	-0,16

Le résultat au 30 juin 2009 étant une perte il n'y a pas de différence entre le résultat par action et le résultat par action dilué.

3 DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2009

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Pérols, le 3 novembre 2009

Jean-Paul Ansel
Directeur général

4 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2009

SELARL DONNADIEU DEHORS ALVAREZ
Représentée par **Michel DEHORS**

PARC DE L'AEROPORT
45 RUE JEREMY BENTHAM
34473 PEROLS CEDEX

CONSULTANTS AUDITEURS ASSOCIES
Représentée par **Gérard JEANNET**

LE MILLENAIRE
650 RUE LOUIS LEPINE
34000 MONTPELLIER

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE AU 30 JUIN 2009

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société DMS, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration dans un contexte décrit dans la note 2 de forte dégradation de l'environnement économique et financier qui rend difficile l'appréhension des perspectives d'avenir et qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2008. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la Direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour

un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans les notes aux états financiers consolidés :

- Les changements de méthodes comptables concernant d'une part la reconnaissance du chiffre d'affaires, telle qu'indiquée dans les notes 1 « Eléments marquants de l'exercice » et 17 « Comptes pro-forma liés au changement de méthode », et d'autre part, les secteurs d'activités, tels que présentés dans la note 23 « Information sectorielle ».
- Les modalités d'élaboration des états financiers consolidés telles qu'indiquées dans la note 2 « Principes comptables », au paragraphe « Normes, amendements et interprétations IFRS », qui expose la mise en œuvre de la norme IAS 1 révisée et de la norme IFRS 8.
- la note 22 qui expose la non comptabilisation des impôts différés actifs.
- l'annonce d'une opération de réorganisation telle qu'indiquée à la note 1 « événements postérieurs à la clôture » et les incidences qui peuvent en découler au niveau des actifs immobilisés.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

MONTPELLIER, LE 03 NOVEMBRE 2009

Les Commissaires aux Comptes

SELARL DONNADIEU DEHORS ALVAREZ

CONSULTANTS AUDITEURS ASSOCIES

MARC PEDUSSAUD

GERARD JEANNET